

## **I. TEXTE ( version française)**

**Avertissement** : *Dans certains pays , membres du réseau( Belgique, Italie, France, Roumanie) , les membres du Ministère public sont des magistrats, il en sera tenu compte sans que cela n'ait d'influence sur les autres membres ayant un système différent de séparation entre les juges et le ministère public ou les organes chargés des poursuites .Les réflexions du groupe de travail se sont limitées aux juges et magistrats professionnels . Les différents systèmes de responsabilité pénales, civiles et les systèmes d'indemnisation ont été répertoriés en faisant la distinction entre les responsabilités professionnelles et personnelles .*

### **Introduction:**

La responsabilité et la déontologie du juge sont des thèmes très importants mais elles ne peuvent pas être abordées uniquement au niveau individuel des juges . Elle suppose un préalable à savoir que le système institutionnel, dans sa forme organisée, garantisse les conditions politiques, structurelles et matérielles assurant le fonctionnement normal des activités judiciaires . Tout système judiciaire doit voir son indépendance organisée, reconnue et respectée et c'est dans ce cadre que se justifie un système de responsabilité strict de ses acteurs .

Dans nos sociétés européennes , le rôle du juge a évolué, il n'est plus cantonné à " être la bouche de la loi" , il est devenu créateur de droit, ce qui implique un système de responsabilité et des règles déontologiques conformes à cette évolution . Par ailleurs nos sociétés réclament plus de transparence sur le fonctionnement des institutions rendant complexes les relations entre les juges et les médias . **Sans remettre en cause le rôle essentiel de la presse en démocratie, l'indépendance de la justice est aussi une garantie démocratique qu'il convient de respecter.** Indépendance de la Justice , transparence des institutions et liberté de la presse sont des garanties à conserver en trouvant le point d'équilibre .

**La responsabilité est affirmée à raison comme le nécessaire pendant de l'indépendance**<sup>1</sup>. Le groupe de travail a souhaité déterminer les mécanismes de responsabilité respectueux de l'indépendance de la justice et susceptibles de favoriser la confiance du public .

---

<sup>1</sup>**Dans la perspective de la réflexion du Conseil consultatif des juges européens ( Avis N° 3- CCJE-) qui avait articulé sa réflexion sur deux axes la déontologie et la responsabilité dans le souci de renforcer la confiance du public dans le fonctionnement de sa justice .**

**En matière de responsabilité et de déontologie, la prudence est nécessaire afin de préserver un exercice indépendant des juges de toute pression indue, de toute manipulation, pour garder l'impartialité et l'efficacité que le public est en droit d'attendre de leurs parts .**

**C'est ainsi que l'activité d'interprétation de la loi ou d'évaluation des faits par rapport à la loi doit , sauf cas exceptionnels, rester exclue du domaine de la responsabilité personnelle du juge . Soumise aux voies normales de recours, dans le cadre d'un procès équitable, l'indépendance juridictionnelle doit être garantie par cette exclusion.**

**Le groupe de travail n'a pas éludé les reproches qui sont fait aux juges dans nos pays , irresponsabilité de fait, impunité, corporatisme sont des reproches récurrents . Vécus comme injustifiées par les juges, ces critiques, certes inévitables, sont l'expression d'une défiance qu'il y a lieu d'analyser pour y répondre de manière adaptée .**

**La transparence sur les mécanismes de responsabilité pouvant être mis en jeu devrait permettre de lever une partie des critiques . La réflexion sur des mécanismes de contrôle externe de l'institution judiciaire doit aussi progresser afin d'éliminer ces reproches . Mais l'ouverture aux critiques justifiées doit être encadrée par des mécanismes garantissant un exercice indépendant du juge. Il faut éviter l'utilisation de la responsabilité, plaintes ou procédures injustifiées, comme une arme de déstabilisation des juges dans les dossiers sensible .**

**C'est dans cet esprit, que sans concession, suit l'énumération de mécanismes, dans les différents domaines de la responsabilité, qui permettent de garantir la nécessaire indépendance de la justice tout en renforçant la confiance du public .**

### **1 . La responsabilité de l'Etat dans le fonctionnement de la justice**

La justice est une activité étatique importante qui répond à une attente du public qui souhaite voir ses différents tranchés selon les règles de droit . Le souhait de vivre dans un espace public, où les libertés et la sécurité sont préservées , est un souci partagé par les habitants de nos pays respectifs . L'Etat devant garantir une bonne administration de ses services, c'est dans ce cadre qu'il assure la réparation des dommages en cas de fonctionnement anormal . Cette responsabilité est directement en lien avec l'organisation ou le fonctionnement d'une activité étatique . Ce serait une erreur de penser que la responsabilité de l'Etat est un facteur d'irresponsabilité du juge, car chaque Etat a une responsabilité dans les modes d'organisation et les moyens qu'elle met à la disposition de la Justice .

C'est ainsi que, depuis des années, dans les pays européens se sont développés des systèmes d'indemnisation liés à une responsabilité étatique sans faute. Selon les pays, il existe des mécanismes d'indemnisation de ce type pour réparer des emprisonnements ou des condamnations jugées injustifiées.

De manière générale, il existe aussi des mécanismes de responsabilité de l'Etat pour faute, en cas de “ fonctionnement défectueux ou anormal” du service de la justice . Toute déficience caractérisée traduisant l'inaptitude du service de la justice à remplir sa mission

constitue en général une faute. Les principales causes sont à titre d'exemple, les délais déraisonnables de traitement des procédures, les graves négligences, le déni de justice, l'erreur judiciaire, la durée des mesures de détention , etc...

Une décision judiciaire , qui entre dans le pouvoir d'interprétation du juge, donc de son indépendance juridictionnelle, peut-elle donner lieu à responsabilité de l'Etat ? Plusieurs modèles coexistent dans l'espace européen du réseau . Il faut relever que dans certains pays , selon la gravité des situations et des conséquences , une décision de première instance , même revue dans le cadre d'un recours, peut servir de fondement à la responsabilité de l'Etat si elle a irrémédiablement produit des dommages .

Le système d'indemnisation suppose un dommage établi après une analyse dont il résulte la preuve du fonctionnement défectueux ou anormal de la justice .

## **2. L'action récursoire contre le juge fautif .**

Si l'Etat est condamné à indemniser le préjudice, il existe des mécanismes lui permettant de se retourner contre le juge qui est à l'origine de cette condamnation , c'est l'action récursoire de l'Etat à l'encontre du juge qui aurait commis une faute personnelle dans l'exercice de ses fonctions juridictionnelles . Il existe plusieurs modèles , elle peut, selon les pays, être obligatoire ou facultative .

D'une manière générale l'action récursoire est facultative dans les pays membres et observateurs du réseau, il est observé qu'elle est très peu mise en mouvement .

Quand elle est obligatoire, elle est liée à un manquement grave, une erreur judiciaire, une grave négligence, ou une violation de la CEDH quand le pays a été condamné, comme par exemple en Roumanie. Pour autant, il n'existe pas d'exemples de mise en mouvement de l'action récursoire .

Selon les pays, des solutions très diversifiées existent quant à la procédure à suivre et à juridiction compétente pour connaître de cette action qui doit peut aboutir à la condamnation pécuniaire, sur le plan civil, du juge à l'origine de la condamnation de l'Etat.

## **3. La responsabilité pénale du juge**

**Le juge est pénalement responsable et la distinction** entre responsabilité dans le cadre professionnel et dans le cadre personnel s'estompe car l'exigence de responsabilité du juge dans ce domaine doit être proportionnelle à ses pouvoirs .

A la responsabilité pénale de droit commun de tout citoyen, s'ajoutent des incriminations spécifiques liées à l'exercice du métier de juge qui ont pour but de renforcer la confiance du public dans l'institution :

- la corruption;
- le respect du secret professionnel;
- le respect du secret des délibérations;
- la révélation d'informations ;

- la prévarication;
- le favoritisme ou la partialité volontaire.

Dans certains pays, par exemple le Danemark, des violations graves ou des négligences importantes dans le traitement des procédures établies par la loi peuvent constituer une infraction pénale à l'encontre du juge qui en est l'auteur .

Pour les infractions en lien avec l'exercice professionnel, il faut que les pays se dotent de mécanismes permettant, dans le respect de l'indépendance, d'examiner très rapidement la validité de la plainte afin soit d'éviter la déstabilisation des juges dans les dossiers sensibles par des accusations pouvant être relayées par des campagnes de presse ou soit de mettre un terme aux agissements d'un juge auteur d'une infraction .

Les juges, dont la responsabilité pénale est mise en cause, peuvent et doivent être jugés selon la procédure ordinaire, par contre dans un souci de préserver un jugement impartial, il n'est pas anormal que des mesures soient prises par les Etats pour qu'ils soient jugés hors du lieu d'exercice de leurs fonctions.

#### **4. La responsabilité civile du juge .**

Dans certains pays, les juges contre lesquels une faute civile peut être retenue, peuvent être déclarés civilement responsables des conséquences de leurs décisions de manière autonome , hors du cadre de l'action récursoire . La responsabilité civile est de type classique , à savoir nécessité d'une faute civile, dans l'acte de juger ou lors de l'exercice professionnel, dont il résulte un préjudice.

La responsabilité civile pose la question de l'assurance du juge qui , bien qu'indépendant dans l'exercice de ses fonctions, reste un agent étatique, et de l'étendue de la garantie . Les juges espagnols et les juges italiens, depuis 1988, sont assurés .

En toute hypothèse, la responsabilité civile ne doit pas être un moyen de déstabiliser le juge chargé d'une affaire et de porter atteinte , directement ou indirectement , à son indépendance , les décisions juridictionnelles définitives, après l'exercice des voies de recours doivent conserver l'autorité de la chose jugée.

#### **5. La responsabilité disciplinaire du juge.**

Un juge indépendant n'est pas pour autant irresponsable et dans tous les pays du réseau existe un régime de responsabilité disciplinaire prévoyant des sanctions professionnelles . Mais un juge indépendant pouvant être dérangeant , pour éviter toute dérive, les systèmes de sanction doivent reposer sur les principes de légalité et de prévisibilité . La procédure disciplinaire doit permettre au juge poursuivi l'exercice des droits de la défense .

La responsabilité disciplinaire est théoriquement cantonnée à la vie professionnelle , mais **la distinction** entre responsabilité professionnelle et personnelle est délicate car des faits

commis dans la vie personnelle peuvent avoir un retentissement professionnel et être à la base de poursuites disciplinaires .

A titre préventif, les incompatibilités doivent être précisément énoncées dans le statut des juges afin de clarifier les activités complémentaires compatibles avec les fonctions de juge. .

La frontière est délicate lorsque des faits personnels conduisent à une procédure pénale qui, par son existence, fonde des poursuites disciplinaires . La coexistence de ces deux procédures distinctes peut se révéler problématique lorsque la poursuite pénale se termine par un acquittement . Cela exige une prudence sur des contours de ces deux classes de responsabilité . Il existe également un risque de moralisation de la vie privée qui pourrait se voir “disciplinarisée” d’où la nécessité de faire la distinction avec la sphère privée, sans retentissement professionnel, qui doit être exclue de toute responsabilité disciplinaire .

La garantie de l’indépendance impose une procédure spécifique devant une juridiction spéciale .

Selon les pays, la mise en mouvement de l’action disciplinaire appartient soit au ministre de la Justice, soit aux plus hautes autorités judiciaires, soit aux responsables des juridictions .

Il existe un débat sur la possibilité d’étendre la saisine disciplinaire au particulier qui aurait à se plaindre de son juge . Certes l’ouverture de ce nouveau type de saisine permettrait de combattre le reproche, injustifié, d’impunité des juges mais la plus grande prudence s’impose dans la procédure à mettre en place . La saisine directe est un phénomène difficilement maîtrisable , il est observé que dans tous les pays les plaignants se multiplient . Une telle modalité de saisine doit s’accompagner d’un système de filtre pour préserver l’indépendance des juges , éviter leur déstabilisation et les plaignants d’habitude .

Dans les pays qui ont des Conseils garantissant l’indépendance de la Justice, tous n’ont pas le pouvoir disciplinaire . Dans tous les cas une commission de filtrage, dont la composition doit permettre de préserver l’impartialité de l’organe disciplinaire, doit pouvoir trier les plaintes et vérifier si les faits dénoncés sont susceptibles de constituer des fautes . A cet effet , les Conseils devraient bénéficier de l’appui de services d’inspection ou d’enquête.

S’agissant du pouvoir de juger de la discipline des juges , deux modèles de compétence coexistent en Europe, selon les pays, soit les organes chargés de la garantie de l’indépendance, soit le corps judiciaire sont compétents pour connaître des fautes et de leurs sanctions .

Il est observé , de manière générale, qu’un reproche de corporatisme est fait aux organes disciplinaires . La garantie de l’indépendance, justifie que dans leur composition, les formations disciplinaires soient composées de juges, pour le moins en majorité . En effet les professionnels sont plus à même d’apprécier la réalité des comportements fautifs , mais pour autant il ne faut pas éluder la critique la présence de non-magistrats dans la composition des formations disciplinaires permet de renforcer leur légitimité . Les Conseils de discipline composés de manière mixte , avec des représentants de la société, encourrent moins le reproche de corporatisme que les compositions disciplinaires composées exclusivement de membres du corps judiciaire .

Enfin, la procédure disciplinaire doit respecter un équilibre entre efficacité et droits du

juge poursuivi . La complexité de la procédure disciplinaire ne doit pas être un moyen de paralyser la poursuite, par exemple par des systèmes de recours à tous les stades, mais elle doit aussi garantir le libre exercice des droits de la défense au profit du juge poursuivi .

### **Conclusion “ La déontologie du juge”**

**Dans un système institutionnel garantissant l’indépendance, la responsabilité du juge dans les différents domaines évoqués est de nature à améliorer la confiance du public dans la justice mais il semble que le thème de la déontologie du juge doive être exploré .**

En effet, la déontologie recouvre une autre dimension que la responsabilité, ce n’est plus le domaine de la réparation ou de la sanction . La déontologie c’est une vision positive des devoirs du juge qui constitue , à la fois, des valeurs fondatrices communes à la fonction de juger et des principes préventifs .

Il y a quelques années, le débat s’est focalisé sur l’existence des codes éthiques , certains pays ont adopté ces codes, d’autres s’y refusent . Les principes de Bangalore ont souhaité répondre à cet objectif . Ces questions déontologiques sont en discussion dans plusieurs pays membres de notre réseau .

Notre groupe de travail s’est interrogé sur ces principes afin de vérifier l’existence de principes communs de conduite professionnelle en Europe qui transcenderaient les systèmes juridiques . Indépendance, impartialité, intégrité, équité, sagesse-constituée par l’écoute et la prudence-, cohérence, compétence et connaissance, diligence sont les principes qui ont été avancés .

**Notre proposition de travail , pour l’année à venir, consiste à continuer notre recherche afin de délimiter , de manière concrète, la déontologie judiciaire en Europe. Nous souhaitons soumettre à l’assemblée générale notre souhait de participer à l’élaboration d’ une déclaration de principes de conduite professionnelle”<sup>2</sup> telle que préconisée par le CCJE dans son avis n° 3. Car la déontologie , entendue au sens des devoirs judiciaires, nous semble pouvoir renforcer la confiance du public dans nos systèmes .**

### **II. TEXT ( version anglaise)**

***Warning: Members of public Ministries in some of the network's member countries (Belgium, Italy, France and Romania) are magistrates. This shall be taken into account without impacting on the other members whose countries use a different system of separation between judges and the public Ministry or the body responsible for prosecution. The working group's reflections are limited to professional judges and magistrates. The different criminal and civil responsibility systems and compensation systems were listed by establishing the distinction***

---

<sup>2</sup>Conseil consultatif des juges européens ( CCJE) avis n° 3 ( 2002) à l’attention du Comité des ministres du Conseil de L’Europe

*between professional and personal responsibilities.*

**Introduction:**

Judges' responsibilities and professional ethics are very important issues, but they cannot be approached on a purely individual, judge-by-judge basis. Nevertheless, these issues require knowledge of the institutional system, the way it is organised, guaranteeing political, structural and material conditions and ensuring the normal working of legal activities. The independence of all legal systems must be organised, recognised and respected, and it is within this framework that a strict system of responsibilities for its agents is justified.

The role of the judge has evolved in our European societies; no longer being limited to "*being the voice of the law*", judges have become the creators of law, requiring a system of responsibility and professional ethics rules in keeping with that evolution. Moreover, our societies demand increasing transparency in terms of the way institutions function, making the relationship between judges and the media more complex. Without questioning the press's essential role in democracy, the independence of justice is also a democratic guarantee that we must respect. The independence of justice, the transparency of institutions and the freedom of the press are guarantees that must be conserved, but a balance must also be found.

Responsibility is, however, rightly affirmed as a necessary counterweight to independence<sup>3</sup>. The working group wished to identify responsibility mechanisms that respected the independence of justice and that were likely to increase public trust.

When analysing responsibility and professional ethics, prudence must be used in order to protect judges' ability to act independently from all undue pressure and manipulation so as to preserve the impartiality and effectiveness that the public is right to expect of the judicial system.

That is why, excluding exceptional cases, the interpretation of the law and the assessment of facts in terms of the law must not be left to judges' personal responsibility.

Through the normal appeal procedures and within this framework of a fair process,

---

<sup>3</sup>Within the perspective of the Consultative Commission of European Judges (Verdict No. 3-CCEJ-), which structured its reflection along two central themes, professional ethics and responsibility, with a view to strengthening public trust in the workings of justice.

jurisdictional independence must be guaranteed by this exclusion.

The working group did not seek to avoid dealing with criticisms made of judges in our countries; irresponsibility, impunity, and corporativism are criticisms that appear regularly. Although these criticisms are unavoidable, judges view them as unjustified. Nevertheless, they are the expression of certain mistrust that must be analysed in order to provide an appropriate response.

The transparency of responsibility mechanisms should also be included in order to partially alleviate these criticisms. Reflections on judicial institutions' external control mechanisms should also be moved forward so as to eliminate criticisms against them. However, openness to justifiable criticism must be within the context of mechanisms guaranteeing judges' ability to act independently. The use of responsibility, unjustified complaints and procedures, as a tool to destabilise judges in sensitive cases must be avoided.

It is in this spirit that, without concession, the listing of mechanisms in the different areas of responsibility is appropriate, and will allow the necessary independence of the justice system to be guaranteed while strengthening public trust.

### **1. State responsibility in the workings of justice**

Justice is an important state activity that meets a public expectation which wishes to see different sections as per the rules of the law: The wish to live in a public space where freedoms and security are maintained is shared by the citizens of our respective countries. While the State should guarantee the correct administration of its services, it is in this framework that it ensures the reparation of damages in cases where it fails to function properly. This responsibility is directly linked to the organisation and working of State activities. It would be a mistake to think that the State's responsibility is a factor in judges' irresponsibility, as each State is responsible for the organisation and the means that it provides to its justice system.

That is why compensation systems, without exception, linked to State responsibility have developed in European countries for years now. Depending on the country, compensation mechanisms of this type exist to correct imprisonments or convictions that are later judged unjustified.

Generally, State responsibility mechanisms also exist to correct errors caused by "defective or abnormal functioning" of the justice service. Any deficiency that translates to the justice service being unable to fulfil its mission generally constitutes an error. By way of example, the main causes are unreasonable delays in handling procedures, serious negligence, denial of justice, judicial error, the duration of detention, etc.

Can judicial decisions within judges' scope of interpretation, and thus jurisdictional independence, result in State responsibility? Several different models co-exist within the network's European area. It must be highlighted that in certain European countries, depending on the seriousness of the situation and its consequences, an initial decision, even

within the framework of an appeal, may serve as the basis for State responsibility if it has caused irreparable damage.

The compensation system implies some form of damage caused following the analysis in which proof is found of the defective or abnormal functioning of justice.

## **2. Recourse actions against the judge at fault.**

If a verdict is issued against the State, obliging it to provide compensation against losses, mechanisms exist that allow it to charge the judge at the root of the problem. This is the recourse action that the State may use upon discovering a judge that has committed a personal error when exercising their jurisdictional functions. Several models exist and, depending on the country, they may be either obligatory or optional.

Generally, recourse actions are optional in the network's member countries, and used only sparingly.

Where obligatory, they are normally linked to serious lackings, judicial errors, serious negligence, or violations of the ECHR where the country has been convicted, such as Romania for example. Thus, no examples exist of recourse actions being carried out.

Depending on the country, a very diverse range of solutions exist in terms of the procedure to be implemented and the competent jurisdiction to identify from this action what law may end in civil pecuniary sentencing of the judge at the root of the State's conviction.

## **3. Judges' criminal responsibility**

Judges are criminally responsible and the difference between professional and personal responsibility is becoming less clear as the demand for judges to be responsible in this area must be proportional to their powers.

Specific incriminations linked to exercising the profession of judge are added to the criminal responsibility incumbent upon all citizens in order to strengthen public trust in the institution:

- corruption;
- respecting professional secrecy;
- respecting the secrecy of deliberations;
- revealing information;
- corrupt practices;
- favouritism or purposeful bias.

In certain countries, such as Denmark, serious violations or considerable neglect in handling procedures set out by the law constitute a crime for which the judge in question can be charged.

For infractions linked to professional practice, countries must introduce mechanisms which allow the validity of complaints to be examined quickly, without affecting respect for judicial independence, so as to prevent judges from being destabilised in sensitive cases through accusation that may be backed by press campaigns or to put an end to the actions of a judge acting incorrectly.

Judges whose criminal responsibility is questioned can and must be judged as per normal procedures; however, in order to guarantee impartial judgement, it is not unusual for Countries to take measures so that they are judged in a place other than where they exercise their functions.

#### **4. Judges' civil responsibility**

In certain countries, in such cases as civil errors can be proved against judges, those judges can be declared civilly responsible for the consequences of their decisions independently and outside of the framework of recourse actions. Civil responsibility is of the classic type. A civil error must be present in judgement or the exercise of professional functions and result in damages.

The issue of civil responsibility poses the question of insurance for judges who, although independent in exercising their functions, remain an agent of the State, and thus of its guarantee. Since 1988, Spanish and Italian judges have been insured.

Nevertheless, in no case should civil responsibility be a way of destabilising judges responsible for a case or to either directly or indirectly attack their independence. Moreover, final jurisdictional decisions must retain the authority of the issue being judged after all means of appeal have been exhausted.

#### **5. Judges' disciplinary responsibility**

Being independent does not make judges irresponsible. Moreover, a disciplinary regime including professional sanctions has been established in all of the network's countries. Nevertheless, independent judges can be annoying. Thus in order to prevent any drifting, sanctions systems must be based on principles of legality and a foreseeable nature. Disciplinary procedures must afford the judge in question the right to a defence.

In theory, disciplinary responsibility is limited to the professional arena; however, the distinction between professional and personal responsibility is delicate as actions from a person's personal life may have a professional impact and be the basis of disciplinary proceedings.

In order to prevent such situations, incompatibilities must be precisely explained in judges' codes so as to clarify those complementary activities that are compatible with their

functions.

The line between the two is delicate when personal actions lead to criminal proceedings which, by their mere existence, lead to disciplinary proceedings. The co-existence of these two separate procedures can be problematic when the criminal procedure ends in acquittal. Thus, prudence is required as to the scope of these two types of responsibility. A risk also exists of moral standards being increased and thus that judges' private lives will be "disciplined". This is why distinction with the private world, where it has no impact upon the professional sphere, must be made and, furthermore, excluded from all disciplinary responsibility.

The guarantee of independence requires a specific procedure before a special jurisdiction.

Depending on the country, the activation of disciplinary action is a matter either for the Minister of Justice, or the highest judicial authorities, or those responsible for the different jurisdictions.

A debate exists around the possibility of extending the right to submit disciplinary cases to individuals who wish to complain about their judge. It is true that the opening of this new type of submission would allow unjustified criticisms and judges' impunity to be tackled, but prudence must be applied to the procedure being considered. Direct submission would be a difficult phenomenon to control. All countries where it has been introduced have seen complaints multiply.

The introduction of submissions of this type must be accompanied by a filtering system to protect judges' independence, prevent their destabilisation and to ensure that complaints do not become the norm.

Not all of those countries where a Council exists to guarantee the independence of justice have a disciplinary power. In all cases a filtering commission, whose composition ensures the disciplinary body's impartiality, must siphon complaints and verify whether the facts presented are likely to constitute errors. To that end, those Councils must enjoy the support of the inspection or enquiry services.

As this covers the power to judge judges' discipline, two models of powers co-exist in Europe, depending on the country in question. Either the organisation responsible for guaranteeing independence or the judicial corps is competent to hear the errors and decide their sanctions.

Generally, it has been observed that criticism of corporativism have been made against disciplinary bodies. The need to guarantee independence justifies that these bodies be at least majoritarily composed of judges. In fact, members of the profession are better positioned to appreciate the reality of erroneous behaviour, yet this cannot prevent criticism, and the presence of non-magistrates in these disciplinary formations strengthens their legitimacy. Disciplinary Councils with mixed compositions, i.e. including representatives of society at large, are less often criticised of corporativism as those disciplinary bodies composed exclusively of members of the judicial corps.

**Finally, disciplinary procedures must respect a balance between effectiveness and the rights of the judge in question. The complexity of disciplinary procedures should not be a means of paralysing cases, for example, through appeal systems every step of the way, but must also guarantee the free exercise of the right to a defence for the judge in question.**

### **Conclusion: “Judges’ Ethics”**

**In an institutional system that guarantees independence, judges’ responsibility in the different areas touched upon is designed to increase public trust in justice, yet it would appear that the issue of Judges’ Ethics must be further explored.**

**In fact, professional ethics covers another dimension beyond responsibility; it is not limited to the area of reparations and sanctions. Professional ethics represent a positive vision of judge’s duties and constitute both common founding values of the functioning of judging and preventative principles.**

**A few years ago, the debate focused on the existence of codes of ethics. Some countries adopted such codes whilst others refused. The Bengalores principles aimed to return to this objective. These issues of professional ethics are being discussed in several countries that are members of our network.**

**Our working group examined these principles so as to verify the existence of common professional conduct principles across Europe, principles that transcend the different legal systems. Independence, impartiality, integrity, fairness, wisdom from listening and prudence, coherence, competence and knowledge, and finally diligence were the principles put forth.**

**Our working proposal for next year is to continue our research so as to specifically define judicial professional ethics in Europe. We would like to submit our wish to participate in the drafting of a declaration of professional conduct principles<sup>4</sup> to the general assembly, as recommended in the CCEJ’s verdict No. 3, because it is our position that professional ethics, understood in the sense of judicial duties, strengthen the public’s trust in our systems.**

---

<sup>4</sup>Consultative Commission of European Judges (CCJE) verdict No.3 (2002) for the attention of the European Council of Ministers.

**Participants:**

**Belgique , Danemark , Espagne , France (coordination), Italie, Lithuanie ,  
Nederland , Tchèque , Roumanie, Pologne**